

L'escalade médiatique de Téhéran

PAR CHRISTOPHE LAMFALUSSY

La larme écrasée par le président iranien Ahmad Ahmadinejad, lundi lors d'une cérémonie officielle à Natanz annonçant que Téhéran était entré dans la "phase industrielle" de production de combustible nucléaire en dit long au moins sur une chose. En Iran, ce dossier très émotif sert la politique nationale et vise à maintenir le président au pouvoir, dans un contexte économique de plus en plus maussade. Plus l'Iran sera isolé sur le plan international, plus le président Ahmadinejad sera présenté comme un héros s'il résiste aux pressions étrangères. Des dirigeants comme Milosevic ont eu recours à ce classique stratagème dans le passé, pour faire taire l'opposition.

Par sa rhétorique de la confrontation, Ahmadinejad a réussi à se mettre à dos l'ensemble des grandes puissances du Conseil de sécurité, qui a adopté trois résolutions depuis juillet 2006. Même la Chine, pourtant à la recherche frénétique de carburants, et la Russie, humiliée par le rejet d'un compromis par l'Iran, se sont ralliées aux pressions diplomatiques.

Dans un tel contexte, l'attitude des Européens qui ont exprimé hier leur "grande inquiétude" et exigé calmement le respect des résolutions contraignantes du Conseil de sécurité, paraît la seule option possible devant l'emballement iranien. Les grandes puissances ont exclu toute option militaire dans leurs résolutions, et seule la voie diplomatique est réaliste dans ce dossier qui risque de rompre le fragile régime de non-prolifération nucléaire.

La dernière résolution, adoptée le 24 mars dernier, contient en outre une panoplie de sanctions qui visent, au portefeuille, des dirigeants et organisations proches du pouvoir à Téhéran. Sont ainsi visés les avoies des Gardiens de la Révolution, qui selon une étude récente du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), "possèdent des entreprises qui opèrent dans le domaine militaire, construisent des bunkers pour les infrastructures atomiques et gèrent l'aéroport de Téhéran". Ce corps d'élite issu de la révolution islamique s'est fait une place au soleil en Iran. Sous la présidence d'Ahmadinejad, il est devenu, avec plus de 120 000 hommes, l'âme du régime. Historiquement, les sanctions ont rarement fait plier un régime, mais si elles sont ciblées, comme dans ce cas-ci, elles peuvent déjouer le piège classique qui consiste à présenter la communauté internationale comme la seule responsable des maux qui s'abattent sur un pays. ■